

Déclaration des syndicats du Sud

Pour le plus grand nombre, pas pour une minorité :
la COP30 doit marquer un nouveau cap politique



In English, [here](#)
En español, [aquí](#)
Em português, [aqui](#)
Dalam bahasa Indonesia, [di sin](#)

Nous sommes des syndicats représentant [# millions] de travailleurs de toutes les régions du Sud.

Nous exprimons notre solidarité à tous les syndicats et à toutes les forces progressistes qui participent aux négociations officielles de la COP30 à Belém ou au Sommet des peuples qui l'accompagne.

Comme la plupart des syndicats du monde ne peuvent être physiquement présents à la COP30 en raison de ressources limitées, nous souhaitons adresser un message clair et urgent tant aux parties présentes qu'à la communauté internationale dans son ensemble. Notre message est le suivant :

1. Reconnaître la crise de la politique climatique

Il est aujourd'hui évident que l'approche actuelle de la lutte contre le changement climatique, axée sur les investisseurs et le profit – le modèle dit de « croissance verte » développé par les décideurs politiques néolibéraux il y a environ trois décennies – est en train de s'effondrer rapidement.

Il est donc urgent d'adopter une nouvelle approche politique, fondée sur la fourniture de biens publics mondiaux, l'expansion des services publics et la reconstruction des actifs publics, ainsi que sur une réforme radicale du système multilatéral et du financement du développement.

Comme l'indique la déclaration du cinquième Congrès mondial de la CSI adoptée en novembre 2022, « les politiques climatiques et énergétiques néolibérales [...] liées à la privatisation et à la marchandisation, n'ont pas réussi à enrayer l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre ». Au cours des trois années qui ont suivi, les niveaux d'émissions ont continué d'augmenter, sans qu'une fin ne soit en vue. Le Congrès mondial de la CSI a appelé « au maintien, à la récupération et à l'expansion de la propriété publique des infrastructures et des services énergétiques », une politique que nous soutenons pleinement et activement.

La COP30 doit reconnaître que les politiques mises en place pour lutter contre le changement climatique depuis le début de la CCNUCC ont été soit socialement régressives, soit écologiquement inefficaces, soit les deux. Les objectifs adoptés dans le cadre de l'Accord de Paris ne sont systématiquement pas atteints. L'absence d'opportunités lucratives a créé un énorme déficit d'investissement, en particulier dans les pays du Sud. Les gouvernements en sont réduits à supplier les capitaux privés d'investir dans la décarbonisation, mais ceux-ci ne sont pas intéressés.

Pendant ce temps, ceux qui prônent une action déterminée pour lutter contre le changement climatique sont attaqués par l'extrême droite et les forces réactionnaires à l'échelle internationale. Mais certains signes indiquent également que des pays qui jouissaient autrefois d'une réputation de leaders en matière de climat (par exemple, l'Allemagne) reviennent également sur leurs engagements antérieurs. Dans ce contexte, les engagements « zéro émission nette » adoptés par de nombreux gouvernements sont en réalité dénués de sens.

Dix ans se sont écoulés depuis la négociation de l'accord de Paris. Annoncé comme un « tournant pour l'humanité » en raison de ses objectifs ambitieux, cet accord n'a eu pratiquement aucun impact sur les trajectoires d'émissions. Dans l'ensemble, le statu quo a prévalu. À l'heure où nous écrivons ces lignes, de nombreux pays n'ont pas encore mis à jour leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) comme l'exige l'accord de Paris de 2015.

Le problème ici n'est pas « un manque d'ambition » ou « un manque de volonté politique », mais plutôt la dynamique expansionniste du capitalisme mondial et la recherche incessante du profit. Les investisseurs privés ne vont tout simplement pas investir dans la décarbonisation sans garantie de rendement, même si ces investissements permettent de fournir des biens publics essentiels.

De même, les entreprises privées ne vont pas partager leurs compétences et leurs technologies au profit de tous ; elles continuent à restreindre l'accès à ces ressources afin d'obtenir un avantage concurrentiel sur leurs rivaux. Comme le reconnaissent le GIEC et la CCNUCC, il ne peut y avoir de politique climatique efficace si les intérêts privés continuent simplement à veiller à leurs propres intérêts.

2. Attention ! Les travailleurs de tous les pays exigent un changement

Aujourd'hui, un nombre croissant de travailleurs considèrent les politiques climatiques comme un fardeau et non comme un avantage. Présentée avec une telle conviction au cours des dernières décennies, la promesse d'une abondance d'« emplois verts » est désormais accueillie avec cynisme et incrédulité. La « course vers le bas » mondiale dans la mise en œuvre de « solutions à faible émission de carbone » a accru la menace de pertes d'emplois et alimenté la montée du travail précaire et dangereux.

Pour de nombreux syndicats, le principal défi aujourd'hui n'est pas de veiller à ce que « personne ne soit laissé pour compte », car la quasi-totalité de la classe ouvrière souffre d'un niveau intolérable d'exploitation et d'insécurité. Aujourd'hui, les 1 % les plus riches possèdent 45 % de la richesse, et près de 3,6 milliards de personnes vivent avec moins de 7 dollars américains par jour. Les coûts de l'action climatique et de la lutte contre la pauvreté ne représentent qu'une fraction de la richesse accumulée sur les comptes bancaires des riches.

Les révoltes de la « génération Z » ces derniers mois montrent clairement que les travailleurs et les jeunes ne sont pas disposés à tolérer ni l'augmentation des inégalités ni la corruption éhontée de la classe des milliardaires. Une politique climatique qui accroît les inégalités, la précarité et l'endettement ne fera que perpétuer cette crise sociale. Si l'on veut que les travailleurs soutiennent l'action climatique, les politiques mises en œuvre doivent s'attaquer de manière significative à ces déséquilibres flagrants.

3. La voie publique : fournir des biens publics mondiaux, récupérer et restaurer les services vitaux

Nous appelons les parties à la COP30 à reconnaître la nécessité d'un changement radical de politique en faveur d'une approche publique. Ce changement doit s'appuyer sur le financement public et l'extension de la propriété et du contrôle publics sur les secteurs vitaux essentiels à l'action et à la transition climatiques, tels que l'énergie, les transports publics et les matières premières. La nouvelle politique doit permettre et encourager un programme de « récupération et de restauration » afin de renforcer les services publics et les équipements collectifs, et aider les gouvernements du Sud à développer leurs actifs et leurs capacités, les plaçant ainsi dans une position plus forte pour poursuivre un développement industriel et social à faible émission de carbone.

Comme nous l'avons souligné lors de la COP29 à Bakou, les niveaux de financement climatique mis à la disposition du Sud sont dérisoires par rapport aux besoins réels. Les financements promis par les pays riches (mais rarement versés) sont assortis de conditions favorables à la privatisation et entraînent un endettement supplémentaire pour une grande partie du Sud. Les partenariats dits « Just Energy Transition Partnerships » (JETP) avec l'Afrique du Sud, l'Indonésie, le Vietnam et le Sénégal illustrent parfaitement cet échec politique plus général. Lancés en grande pompe en 2021-2022, les financements JETP sont subordonnés à la volonté des gouvernements du Sud de se conformer aux conditions imposées par les bailleurs de fonds, qui visent à créer un « environnement favorable » au secteur privé. Cette utilisation coercitive des financements est inacceptable. Nous rejetons catégoriquement cette version verte de l'ajustement structurel néolibéral. Il faut rompre définitivement avec la politique de « financement mixte » et de « réduction des risques ». L'idée de la Banque mondiale selon laquelle des « milliards à des milliers de milliards » de fonds publics « catalyseraient » d'importants financements du secteur privé s'est révélée être un échec total et doit être clairement rejetée.

Nous exigeons que le financement climatique ne se contente pas d'empêcher un endettement supplémentaire, mais qu'il contribue à alléger la pression énorme que l'endettement actuel exerce sur les pays du Sud. De nombreux pays du Sud consacrent déjà plus d'argent au service de la dette qu'à la santé, à l'éducation et aux services de base. Les transports publics sont négligés, les programmes d'adaptation sont quasi inexistants, et les femmes et les travailleurs ruraux sont les premiers et les plus touchés par l'absence de services de base, notamment d'une énergie abordable et fiable.

Le nouveau cadre politique doit être fondé sur la coopération et non sur la concurrence commerciale. Il doit s'ancrer dans une extension de la propriété et du contrôle publics sur « tout ce qui touche à l'énergie », y compris les principaux fournisseurs de technologies. Il doit mettre en œuvre le transfert de technologies en tant que bien public mondial, et des mesures doivent être prises pour garantir que les connaissances et les compétences essentielles à la transition soient partagées avec d'autres institutions publiques, quel que soit leur emplacement.

SYNDICATS SIGNATAIRES

1. Africa Region, International Trade Union Confederation (ITUC-Africa)
2. Confederación Sindical de las Américas (CSA) TUCA
3. Public Services International
4. Internacional de Servicios Públicos- Interamerica
5. Union Network International - Africa Region (UNI Africa)

Argentina

6. CNTI-CTAA
7. Confederación Latinoamericana y del caribe de Trabajadores Estatales (CLATE)
8. Federación de Trabajadores de la Energía Rep Argentina
9. Frente Sindical de Acción Climática
10. Asociación del Personal Superior de Empresas de Energía (APSEE)

Bangladesh

11. West Bengal Electricity Distribution Workers' Union (Paschimanchal Biddyut Bitaran Sramik Karmachari Union)
12. ASHUGANJ POWER STATION COMPANY LIMITED SRAMIK KARMACHARY UNION

Basque Country

13. ELA Sindikatua

Benin

14. La Confédération des Organisations Syndicales Indépendantes du Bénin (COSI-Benin)

Botswana

15. Botswana Federation of Trade Unions (BFTU)

Brazil

16. CUT-Brazil
17. Confederação Nacional dos Metalúrgicos da CUT
18. Confederação Nacional dos Urbanitários - CNU
19. Sindicato dos Urbanitários do STIU-DF
20. Sindicato dos Trabalhadores na Indústria de Energia Elétrica de Niterói (STIEEN)

Burkina Faso

21. Union syndicale des travailleurs du Burkina

Colombia

22. Sindicato de trabajadores de la energía de la república de Colombia (SINTRAELECOL)
23. SINTRAEMCALI
24. SINTRACARBÓN Colombia
25. Organización Sindical ORGANISA
26. SNTT de Colombia
27. Sindicato Unico Nacional de Mototrabajadores de Colombia (SUNMCOL)
28. SINEDIAN Colombia

- 29. Federación Sindical Mineroenergética Funtramiexco
- 30. Asociación de Sindicalistas de Emcali (ASOSIEMCALI)

Democratic Republic of Congo

- 31. Confederation Democratique du Travail (CDT RDC)

Estawani

- 32. Swaziland Democratic Nurses Union

Galiza

- 33. Confederación Intersindical Galega (CIG)

Ghana

- 34. Public Utility Workers Union (PUWU)

Guatemala

- 35. Sindicato de Trabajadores del Instituto Nacional de Electrificación (STINDE)

India

- 36. Hind Mazdoor Kisan Panchayy

Indonesia

- 37. Serikat Buruh Migran dan Informal Indonesia (SEBUMI)
- 38. Persatuan Pegawai PT PLN Indonesia Power (PP-IP Union)
- 39. Federasi Serikat Pekerja Farmasi dan Kesehatan Reformasi (FSP FARKES R)
- 40. Serikat Pekerja PT PLN Nusantara Power (SPNP)
- 41. Asosiasi Serikat Pekerja Indonesia (ASPIRASI)
- 42. Serikat Pekerja PT PLN Persero (SP PLN)
- 43. SPEE FSPMI
- 44. Confederation of Indonesia People Movement (KPRI)
- 45. GSBI - Gabungan Serikat Buruh Indonesia (The Central of Indonesian Labor Struggle)
- 46. Serikat Pekerja Kereta Api (SPKA)
- 47. Konfederasi Serikat Buruh Seluruh Indonesia (KSBSI)
- 48. Konfederasi Serikat Pekerja Indonesia (KSPI)

Kenya

- 49. Kenya Electrical Traders & Allied Workers Union (KETAWU)
- 50. Amalgamated Union of Kenya Metal Workers
- 51. Kenyan Union of Hair and Beauty Workers (KUHABWO)

Malawi

52. Transport & General Workers Union

Mali

53. Syndicat des Travailleurs du Rail- SYTRAIL

Malaysia

54. Malayan Nurses Union

Mexico

55. National Union of Petroleum Technicians and Professionals (UNTyPP)

56. Sindicato Mexicano de Electricistas (SME)

57. Nueva Central de Trabajadores (NCT)

Moçambique

58. Organization of Mozambican Workers – Central Trade Union (OTM-CS)

Namibia

59. Trade Union Congress of Namibia (TUCNA)

Nepal

60. General Federation of Nepalese Trade Unions (GEFONT)

61. Center for Labour and Social Studies (CLASS) Nepal

Niger

62. Union des Syndicats des Travailleurs du Niger (USTN)

63. Syndicat National des Travailleurs de l'Energie du Niger (SYNTRAVE)

64. The National Union of Mine Workers Niger (SYNTRAMIN)

Nigeria

65. Automobile Boatyards Transport Equipment and Allied Senior Staff Association
(Autobate)

66. Nigeria Union of Petroleum and Natural Gas Workers (NUPENG)

67. National Union of Electricity Employees (NUEE)

Pakistan

68. National Trade Union Federation Pakistan (NTUF)

Peru

- 69. CUT Perú
- 70. Central Union Federation of Social Health Insurance Workers (FED-CUT ESSALUD)
- 71. Federación de Trabajadores del Agua Potable y Alcantarillado del Perú (FENTAP)

Philippines

- 72. National Public Workers Congress (PUBLIK)
- 73. Public Services Labor Independent Confederation (PSLINK)
- 74. Sentro
- 75. Bukluran ng Manggagawang Pilipino
- 76. National Confederation of Transportworkers Union
- 77. Sigaw ng Kabataan Coalition (SKC)
- 78. PIPSEA PUBLIK
- 79. National Union of Workers in the Power Industry (POWER-SENTRO)
- 80. AEA-POWER-SENTRO

Puerto Rico

- 81. Unión de Trabajadores de la Industria Eléctrica y Riego (UTIER)

Senegal

- 82. Democratic Union of Senegalese Workers (UDTS)
- 83. Syndicat National des Travailleurs du Pétrole, du Gaz et des Activités Connexes du Sénégal / UTS

South Africa

- 84. National Education Health and Allied Workers Union (NEHAWU)
- 85. Congress of South African Trade Unions (COSATU)
- 86. South African Municipal Workers' Union

South Korea

- 87. Korean Confederation of Trade Unions (KCTU)
- 88. Korean Public Service and Transport Workers' Union (KPTU)

Sri Lanka

- 89. United Federation of Labour - Sri Lanka (Ufl)
- 90. Ceylon Electricity Board - Technological Engineers and Superintendents Union

Trinidad and Tobago

91. Oilfield Workers Trade Union

Tunisia

92. CGTT : confédération Générale Tunisienne du travail

93. General Federation of Electricity & Gas UGTT - Tunisia (GFEG-UGTT)

Uganda

94. Uganda Electricity and Allied Workers Union (UEAWU)

Uruguay

95. State Electricity and Telephone Service Employees' Union (AUTE)

Zambia

96. Zambia Revenue Authority and Allied Workers Union

97. National Union of Public and Private Educators of Zambia

Zimbabwe

98. Energy Sector Workers Union Of Zimbabwe

Union Allies

99. Instituto Internacional de Formación, Estudios y Capacitación Social y Sindical del Sur (INCASUR) Argentina

100. Institute for Strategic Studies of Petroleum, Natural Gas and Biofuels (INEEP) Brazil

101. Centro de Innovación e Investigación para el Desarrollo Justo del Sector Minero Energético de Colombia (CIPAME) Colombia

102. Labour Education Foundation (LEF) Pakistan